

CONNER ROUSSEAU AUTOUR DE LA TABLE AVEC L'UBT

« S'ils touchent à l'index, nous quittons »

Comment assurer que les gens survivent maintenant que l'inflation bat tous les records ? Comment nous attaquer à la concurrence déloyale sur le marché du travail ? Un groupe de délégués de l'UBT, conduit par Frank Moreels, a discuté avec le président des socialistes flamands sur ce qui les préoccupe au travail et dans la politique.

LES FRAIS DE TRANSPORT PÈSENT LOURD

Dans les magasins, tout devient plus cher. Les factures énergétiques sont impayables. Tout comme le plein à la station-service. De plus en plus de gens vivent des fins de mois difficiles. Chaque mois, plus de 177.000 personnes ont recours aux banques alimentaires. Les CPAS sont de plus en plus fréquentés. Le pouvoir d'achat est en berne.



Kristof Ghewy

Kristof Ghewy, travailleur portuaire et délégué dans le port de Gand, confirme : « Jamais il n'y a eu, chez nous, autant de gens confrontés à la médiation de dettes. En raison de divorces, certains de nos collègues vivent désormais seuls. Ils ont beaucoup de mal à joindre les deux bouts. Moi, j'ai un emploi bien rémunéré, mais en tant qu'isolé, je paie 40 à 45 % d'impôts, je dois faire attention. Quand je vois le peu d'impôts que paient les grandes entreprises, c'est extrêmement frustrant. »

« Ce sont surtout les prix élevés à la pompe qui mettent les gens en difficultés. Pour nos travailleurs portuaires, il est presque impossible d'utiliser les transports en commun pour se rendre au travail. Il y a très peu de bus. Et comme nous ne savons pas toujours à l'avance où nous travaillerons le lendemain, le vélo n'est pas non plus une solution. Il faut donc disposer d'une voiture. Mais l'indemnité kilométrique ne couvre pas le prix de l'essence ou du diesel, sans compter l'usure du véhicule. »



Rachid El-Khattabi

Rachid El-Khattabi, collaborateur de première ligne de l'UBT pour Bruxelles et le Brabant flamand : « C'est effectivement un problème dans tout le secteur du transport. Prenons les travailleurs de l'aéroport. Les ouvriers travaillent souvent la nuit, aux heures où il n'y a pas de bus. »

Et en raison de la zone à faibles émissions, les travailleurs sont contraints d'acheter une voiture plus récente. Des frais qui les mettent en difficulté. Et les salaires, eux, ne suivent pas. »

Robin Varzsak, délégué chez Avnet et coprésident des Jeunes ETF : « Chez nous, il y a même des gens qui préfèrent chômer quelque temps au lieu de venir travailler, parce que l'écart entre le salaire et l'allocation de chômage est trop faible. S'ils restent chez eux, ils n'ont pas ces frais de transport supplémentaires. Je ne prétends nullement que les allocations doivent être diminuées, au contraire, ce sont les salaires qui doivent augmenter. »

INDEXATION AUTOMATIQUE ET 'CONTRIBUTION AU POUVOIR D'ACHAT'

Conner Rousseau évoque l'importance de l'indexation : « Autre point pour lequel nous continuons à nous battre : l'indexation automatique. Les libéraux et les employeurs voudraient la supprimer. Pour nous, il s'agit d'un no pasarán. S'ils touchent à l'index, nous quittons le gouvernement. Grâce à l'indexation automatique, il n'y a aucun autre pays dans le monde où le pouvoir d'achat des gens est aussi bien protégé que chez nous. Qui plus est : des chiffres de la Commission européenne montrent que les salaires moyens réels n'augmenteront que dans quatre pays, dans les années qui viennent, et la Belgique est l'un d'entre eux. »

Frank Moreels, Président de l'UBT, précise : « Cette liaison automatique des salaires et des allocations à l'index est vraiment sacrée. Si je peux acheter aujourd'hui un pain, je veux pouvoir le faire demain aussi. Que je gagne 3.000 ou 1.500 euros. Je cite Meryame Kitir : 'C'est grâce aux socialistes que l'index existe, qu'il existe toujours et qu'il existera encore demain.' Mais cet index n'est pas un instrument de redistribution. La redistribution doit se faire par l'impôt. »

Conner Rousseau confirme : « 1 % des plus riches possède un quart de toutes les richesses du pays. Ces dernières années, il est devenu impossible pour de nombreuses personnes d'acheter une maison. Quand on voit le nombre de propriétés que les riches possèdent, c'est hallucinant. Ou encore, quand je lis que Marc Coucke touche 1 milliard de bénéfices sur ses actions et paie 0 % d'impôt, il y a quelque chose qui cloche. La redistribution doit donc se faire via l'impôt. Il faut chercher l'argent où il se trouve. C'est pourquoi, nous avons élaboré une proposition toute prête »



le gouvernement »

pour ce que nous appelons une 'contribution au pouvoir d'achat'. Ainsi nous évoluerons vers une redistribution des charges."

ACCORDS, PROTECTION SOCIALE ET SANCTIONS

Rachid El-Khattabi : "Ces dernières années, il y a une tendance croissante vers plus de flexibilité sur le marché du travail, avec plus de possibilités pour le travail temporaire, le travail intérimaire, le travail de nuit, la sous-traitance, les freelance, les emplois à temps partiels, les flexi-jobs, etc. Mais pour le travailleur, ces formes de flexibilité ressemblent parfois à des abus de la part de l'employeur."



Robin Varzsak

Robin Varzsak : "La flexibilisation du travail a créé une zone grise, qui a donné à l'employeur une plus grande marge pour en tirer profit. Malheureusement, cette flexibilité est aujourd'hui trop souvent synonyme d'être en stand-by 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour son employeur, qui peut vous appeler à tout moment."

Conner Rousseau : "Tout dépend des accords pris. Beaucoup de jeunes dans mon entourage trouvent que cette flexibilité est un élément positif. Ils ont ainsi l'occasion de faire en quatre jours le travail qu'ils font normalement

en cinq jours. Ils travaillent alors plus durant ces quatre jours, touchent leur salaire pour un emploi à temps plein, mais reçoivent en retour un week-end de trois jours. Mais la flexibilité devient un problème quand il est question d'abus. C'est pourquoi il faut des accords précis, une protection sociale efficace et des sanctions suffisantes."

58 INSPECTEURS SOCIAUX SUPPLÉMENTAIRES

"Quand je pense aux sanctions, je pense aussi dans le secteur du transport aux problèmes de concurrence déloyale. Je ne l'appelle pas 'dumping social' mais 'exploitation sociale'. Le contrôle est un élément important. C'est pourquoi nous avons convenu d'engager 58 inspecteurs sociaux supplémentaires », poursuit Conner Rousseau.

Frank Moreels : "Nous sommes bien sûr contents de l'engagement de ces 58 inspecteurs. Malheureusement, seulement deux sont affectés au secteur du transport, mais je sais aussi que dans un gouvernement, il faut conclure des compromis. Conner, il faut continuer à taper sur le même clou. Votre prédécesseur John Crombez, à l'époque secrétaire d'État, a mis le contrôle des pratiques de dumping social à l'agenda du gouvernement. Ces inspecteurs coûtent de l'argent, certes, mais ils rapportent

beaucoup plus. Un jour, je discutais avec un inspecteur social qui me confiait qu'avec un dossier de fraude, il avait gagné son salaire jusqu'à sa retraite."

Conner Rousseau : "Pourtant, à elle seule, la Belgique ne pourra pas gagner ce combat. Le transport est par définition un secteur international. Il faut donc une approche internationale. Je crois en une Europe forte. Je crois aussi en un salaire minimum européen qui permet d'avoir une concurrence loyale. Mais j'en ai assez de cette exploitation commise par certains pays de l'Europe de l'Est. Regardons la Hongrie qui se fiche de la protection sociale ou de la liberté de la presse. À un moment donné, l'Europe devra agir et dire : ou bien vous partagez nos valeurs, ou bien nous vous disons au revoir." ◀



Conner Rousseau & Frank Moreels

Profitez de cet été

vous l'avez mérité.

#rechargerlesbatteries #nousavançons #reposmérité
#échapperpournmoment #seviderlatête #réduirelapression

fgtb-metal.be

f t i y